

JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE

17 OCTOBRE 2005 - TOULON



LE TRAVAIL

PARLONS EN !

REGARDS ET REPÈRES



Compte Rendu du 17 Octobre 2005 à Toulon

Par Michèle Monte

Cette année, à Toulon, le collectif d'associations qui prépare depuis dix ans la journée du refus sur la misère, a mis l'accent sur le travail et l'accès à l'emploi. Pendant le mois de septembre, nous avons pris le temps de recueillir l'expérience des gens privés de travail, ballottés de stage en stage, et nous avons construit un arbre à palabres⁺ résumant les problèmes et les espoirs des jeunes qui cherchent un premier emploi, des plus âgés qui perdent leur emploi et n'arrivent pas à en retrouver un, des femmes élevant seules leurs enfants qui aimeraient travailler mais ne trouvent rien de compatible avec leurs responsabilités de mères de famille, des personnes que la maladie a brusquement plongées dans un trou sans fond.

Le 17 octobre une table ronde a réuni à l'Union patronale du Var plusieurs patrons, le responsable d'une entreprise d'insertion, une personne de la mission locale pour les jeunes, un syndicaliste et des personnes ayant l'expérience du chômage et de la précarité. Une centaine de personnes ont suivi les débats et se sont impliquées dans la recherche de solutions grâce à un théâtre-forum très vivant, qui a surpris par sa richesse les invités à la table ronde. Dans la discussion, nourrie d'interventions de la salle souvent poignantes, plusieurs points importants sont ressortis : tout le monde aspire à donner sa contribution à la société par un travail digne, personne n'est inemployable, mais les entreprises ont besoin de s'appuyer sur des médiateurs qui aident les personnes les plus



éloignées de l'emploi à retrouver confiance en elles et à répondre aux exigences de l'entreprise à travers un parcours progressif adapté à leur situation. On aura entendu aussi cette parole du patron d'une entreprise de 600 salariés qui nous a dit : « moi, j'embauche directement au SMIC et je donne aux gens la possibilité de se former pendant leur travail ». Plutôt que de multiplier les contrats aidés, n'est-il pas préférable en effet de proposer en parallèle l'accès à un emploi de droit commun et l'acquisition d'une formation ? On retiendra aussi le besoin de parrains et marraines pour accompagner les gens en recherche d'emploi afin que nul ne se sente isolé dans ce parcours², et on se souviendra que si certaines entreprises se défont sur la collectivité de toute responsabilité sociale, d'autres ont à coeur de donner leurs chances à tous ceux qui, même sans diplôme et sans expérience, ont envie d'avoir un vrai métier dans les mains. Si cette journée nous a confrontés à la souffrance de personnes devenues soi-disant « inutiles », et aux difficultés de jeunes découragés par des stages qui ne débouchent sur rien, elle nous a aussi montré que des solutions existent dès lors qu'on fait de l'accès de tous à l'emploi une vraie priorité et que chacun, employeur, salarié et médiateur, assume pleinement ses responsabilités.



¹ L' « arbre à palabres » est une méthodologie qui permet à un groupe d'exprimer son expérience et de parvenir à des propositions communes sur un thème donné.

² C'est notamment l'expérience de l'association Solidarités Nouvelles Face au Chômage, présente dans ce forum.

(Ci-dessous de gauche à Droite) les participants à la table ronde : Michèle Mostachi de Kairé, François Jusot de l'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie, Laurent Chauvet de la CFTC, Roger Réal de la DDTEFP, Bernard de Maissin des Travaux du Midi, Patrice Fougerat de SNC, Pascal Gambiez de la DCN Mourillon, Christophe Bagne d'ETTI 83, Catherine Rossi de la MIAJ





Synthèse des réunions de « l'arbre à palabres » septembre 2005

Les associations réunies dans le comité du 17 octobre ont organisé une session de réflexion et d'échanges utilisant la méthodologie de l'arbre à palabres et animée par Fabienne Chaudy du Secours Catholique et Véronique Martin de Kairé. Pendant deux jours et demi, des personnes ayant connu ou connaissant encore la précarité et le chômage ou l'inactivité forcée se sont réunies pour formuler leur expérience à propos du manque de travail et émettre des propositions.
es voici ici résumées.

Obstacles à l'accès au travail :

- manque d'encouragement, perte de confiance en soi
- isolement, manque de relations
- difficultés de garde des enfants
- difficultés de déplacement (permis de conduire trop cher, pas de bus aux heures où il faut aller travailler ou en revenir)
- stages inutiles, démotivants
- manque d'argent pour accomplir certaines démarches
- peur en travaillant dans des emplois peu qualifiés et mal payés de perdre quelques

sécurités (CMU notamment) liées au statut d'allocataire du RMI

Propositions sur la formation :

- mettre en adéquation les formations proposées et les emplois disponibles
- développer l'apprentissage et mieux rémunérer les apprentis
- pas de stage qui ne débouche pas sur une vraie qualification
- mettre en place des formations en entreprise lors de l'embauche : les entreprises actuelles veulent des gens immédiatement performants alors qu'autrefois elles assuraient souvent la formation de leurs nouveaux employés
- favoriser les reconversions, les changements de métier

Propositions sur le travail et les conditions d'accès au travail :

- revalorisation des métiers manuels dans les médias
- présentation des métiers dans les écoles par des ouvriers, des artisans
- revalorisation des salaires des métiers manuels (hôtellerie, nettoyage, bâtiment)
- que toute heure travaillée conduise à un surplus de revenu en éliminant les effets pervers sur les allocations, la CMU, etc.
- prise en charge par la collectivité de la préparation au permis de conduire pour les travailleurs à faibles revenus
- meilleure gestion du passage d'un statut à un autre, de la fin des contrats aidés notamment, pas de diminution brutale du revenu
- faciliter la garde des enfants (cantine scolaire, crèche) y compris pour les chômeurs qui ont



besoin de temps pour leurs démarches et ne peuvent le faire uniquement pendant le temps d'école des enfants

- faire confiance aux gens et leur accorder du temps

Propositions sur l'information :

- création dans chaque ville d'une maison des citoyens où seraient regroupées toutes les informations utiles aux chômeurs : lieu d'information, de rencontre avec les partenaires (entreprises, syndicats, travailleurs sociaux suivant les bénéficiaires RMI ou les jeunes), lieu de convivialité disposant d'équipement informatique, d'un site internet tenu à jour, et dont la localisation idéale serait la bourse du travail pour un lien travailleurs-chômeurs
- interlocuteur unique pour tout ce qui concerne le suivi de l'insertion, l'évolution des contrats
- meilleure information sur les comités de chômeurs
- faire en sorte que les travailleurs sociaux soient bien informés des dispositifs existants et proposent un suivi global aux personnes qu'ils reçoivent, au-delà de la satisfaction des besoins primaires
- meilleure coordination des services (missions locales, ANPE, etc.) et des employeurs





Franchement, tu veux la vérité ? Mon père est ici depuis longtemps. Moi, je suis arrivé en 2001.

Je suis venu pour vivre bien, pour travailler. Et franchement je travaille, depuis que je suis là, je travaille mais je n'ai pas de fiche de salaire. Je travaille au noir ! Et sans fiche de paie, pas de logement. J'habite avec mon père dans une petite chambre. Lui, il est vieux maintenant et malade. Je n'arrive pas à trouver autre chose. Je parle pas bien français mais je comprends.

Pour moi, pour l'instant, il y a peu d'espoir.

En vérité, je n'ai même pas mes papiers !

Anonyme

J'étais serveuse chez un boucher traiteur. Tout allait bien jusqu'à ce que je dise à mon employeur que j'attendais un enfant.

Alors là, tout à changé !

Son attitude et mon travail.

De serveuse, je suis devenue

« plongeuse ».

A moi les grosses gamelles à manipuler, sans aucun égard pour mon gros ventre et à l'abri du regard des clients.

Séverine

Mon mari est maçon. Il est en France depuis trente et un ans. Moi, je suis arrivée ici il y a quatorze ans. Pendant longtemps j'ai cherché du travail mais je ne trouvais rien car je ne parlais pas la langue française.

Je suis restée six ans à l'ANPE et je n'ai rien trouvé. Maintenant je parle un peu français mais je suis trop fatiguée. J'ai eu les enfants à m'occuper et je suis malade du cœur.

Un de mes fils a un BAC+2 et est conducteur de travaux. Un autre travaille dans la menuiserie.

Ils n'ont jamais eu de problèmes pour trouver un emploi.

Hennou (Maroc)

J'ai souffert de discrimination à l'âge de 19 ans pour mon premier entretien d'embauche avec un responsable du personnel.

Il avait oublié mon curriculum vitae et la première question qu'il m'a posée a été :

« Quel est votre prénom ? »

Moi, j'ai répondu : « Ali ! »

Alors il m'a dit : « Désolé, nous avons déjà pourvu le poste. Au revoir... »

Ali 21 ans

**En 2005, le Comité du 17 octobre à Toulon
rassemble :**

**Les amis de Jéricho – ATD Quart Monde –
CLCV du Var – Décllic Plus – Ecrit Plume –
Emmaüs – Fédération des Œuvres Laïques
– Association GRAVIR – Kaïré – Ligue des
Droits de l’Homme – Ligue varoise de
prévention – Promo-Soins – Samu social de
l’aire toulonnaise – Secours Catholique –
Secours Populaire – Union Diaconale du Var**

Pour en savoir plus :

04 94 92 16 92

ou sur le Web

www.oct17.org - www.jeresiste.org

Retrouvez ce document sur Internet :

<http://udv.free.fr/1710>